



Faute de logis, Genève perd 700 millions par an

Si le canton pouvait loger tous les actifs qui le souhaitent, l'économie s'en porterait un peu mieux

Près de 700 millions de francs. La somme fait saliver, même si elle ne représente que 1% du produit intérieur brut. C'est pourtant ce que le commerce genevois gagnerait si Genève était capable de loger une bonne partie de ses actifs qui se sont «exilés» de l'autre côté de la frontière. Des actifs qui, du coup, dépenseraient davantage leur argent sur sol genevois.

Ce chiffre émane d'une étude rendue publique mardi. Elle a été réalisée par l'Université de Genève et la Haute Ecole de gestion sur mandat de l'Etat ainsi que de la Chambre de commerce et d'industrie (CCIG).

Ses résultats viennent conforter l'idée selon laquelle il faut construire du logement à Genève, commente Alexandra Rys pour la CCIG. «Faire revenir les actifs dans le canton est une opération gagnant-gagnant.» Un constat partagé par le conseiller d'Etat Antonio Rodgers. Un tiers des actifs du canton habite hors des frontières, soit 100 000 personnes.

L'enquête a été menée par sondage en France voisine et dans le district de Nyon. Elle s'est limitée aux personnes qui y ont leur domicile depuis 15 ans au maximum.

Qui sont ces gens? En France voisine, plus de 15% sont d'anciens Genevois (34% à Nyon) et près de la moitié travaillent à Genève (un tiers à Nyon). Ils sont en majorité propriétaires (60%) et paient, en moyenne, 2000 francs pour leur logement (presque la moitié pour les locataires en France). A peine 10% de leurs dépenses sont faites à Genève.

Ont-ils envie de revenir dans le canton? A cette question, 39% des sondés disent oui. A condition toutefois de trouver des conditions de logement identiques, et que le coût de la vie n'y soit pas plus cher.

Si ces personnes franchissaient le pas, elles engendreraient des dépenses pour les biens courants et les services à hauteur de 388 millions de francs. En tenant compte des effets sur l'économie genevoise de ce surplus, le gain total est estimé à 700 millions de francs.

L'étude évoque rapidement deux autres impacts. Les recettes fiscales qu'apporteraient ces nouveaux habitants sont estimées entre 100 et 140 millions de francs. C'est peu. Mais il faut rappeler que l'essentiel des impôts payés par un frontalier reste à Genève. Quant aux dépenses publiques supplémentaires, elles sont estimées à 260 millions de francs. Les auteurs de l'étude avancent toutefois ces chiffres avec une grande prudence. **Christian Bernet**